

Le huit février dernier, alors qu'ils faisaient leur marché hebdomadaire, soixante-dix civils tunisiens furent tués lors du bombardement de Sakiet Sidi Youssef. Ces tunisiens qui, il y a moins de deux ans, accédaient à leur indépendance et devenaient, enfin, maîtres de leur destin virent ces derniers jours leurs rêves et espoirs anéantis. Une escadrille de l'Armée de l'Air française avait bombardé leur village, avait violé leur souveraineté, nouvellement acquise. Leur seul tort ? Être venus en aide à ceux qu'ils appellent leurs « frères », ces algériens qui veulent désormais accéder, eux aussi, à leur indépendance. Mais les dégâts occasionnés en février dernier à Sakiet, ne se sont pas limités à cela ; le Comité International de la Croix Rouge (CICR), opérant dans le voisinage du village et fut également touché par le bombardement. Et ça n'est pas à vous, que j'apprendrais qu'il s'agit, là, d'un crime de guerre. Alors que l'identité des commanditaires est connue, il nous faut, au plus vite, condamner leurs actes, et nous assurer qu'ils seront, eux, condamnés par la justice pour ces mêmes actes.

Cependant, aussi tragique qu'il soit, le bombardement de Sakiet, demeure au fond le simple dommage collatéral d'une escalade de violence qui depuis quatre ans met à feu et à sang l'Afrique du Nord française. Depuis quatre ans le gouvernement français lutte contre un « Front de Libération Nationale » (FLN). Depuis quatre ans le FLN n'a pas hésité à aller au-delà des stratégies de guerre conventionnelles ; leur préférant les attentats sanglants et visant, autant que possible, des civils innocents. Aux yeux de cette assemblée les revendications du FLN peuvent sembler nobles. En effet, le FLN incarne aujourd'hui les espoirs de ces français qui parce qu'ils sont indigènes se voient traités en citoyens de seconde zone et refuser des droits égaux à leurs compatriotes. Pourtant, il menace aujourd'hui de mettre à feu et à sang non plus Alger, Constantine ou Oran, mais Paris, Lyon ou encore Marseille.

Sakiet reste, néanmoins, le dommage collatéral de trop. Il marque l'internationalisation du conflit. Il marque son débordement. Il est temps pour la communauté internationale de prendre pleine conscience de sa responsabilité en Afrique du Nord. Il est temps pour la communauté internationale d'œuvrer à une solution pacifique. Il est temps pour la communauté internationale d'éviter que d'autres civils, innocents, meurent en Algérie, en Tunisie, au Maroc, et même en France métropolitaine. Il est temps pour la communauté internationale d'entendre les lamentations, les doléances et les revendications de cette majorité silencieuse, qui n'a aujourd'hui d'autre choix que de confier son destin aux mains du FLN et de sa violence. Il est temps que ces algériens musulmans, soient compris. Que ce peuple qui veut désormais se faire entendre le soit. Que cela passe par l'indépendance de l'Algérie ou non.

Aujourd'hui, nous condamnons les actions de l'Armée française de vive voix. Mais, aujourd'hui, nous condamnons d'une voix toute aussi vive celles du FLN. Pourtant, aujourd'hui, nous ne condamnons pas la France. Et, aujourd'hui, nous ne condamnons pas non plus le FLN, et encore moins ses idéaux. Mais il nous faut, ne pas oublier que nous ne pourrons œuvrer à la construction d'une paix durable en Afrique du Nord qu'à condition de nous pencher sur les sources et les causes du malaise. Cette tâche n'est pas aisée. Il nous faut prendre en compte tous les facteurs, toutes les particularités propres à la situation.

Pour se faire, une fois notre position entendue, par l'ensemble des parties prenantes, il nous faut exiger de la manière la plus formelle l'instauration d'un cessez-le-feu. Pour faire respecter ce cessez-le-feu, il nous faudra déployer dans les principales villes d'Algérie une force de maintien de la paix, pour nous assurer qu'aucun des deux belligérants n'a repris le combat. De plus, il nous faut déployer une force similaire à la frontière tunisienne afin de garantir la souveraineté territoriale du pays, et éviter autant que possible que des événements similaires à ceux du 8 février dernier ne se reproduisent. Il nous faut également insister auprès du gouvernement français pour que les responsables directs de ces

événements, les généraux Salan, Loth et Vanuxem soient au plus vite jugés par un tribunal et démis de leurs fonctions. Afin de bâtir une structure de paix viable, il nous faut condamner de manière formelle, les exactions et du FLN et de l'Armée française, afin d'éviter que l'un ou l'autre des partis ne se sente aliéné, pointé du doigt ou monté au pilori et ne reprenne le combat. C'est alors qu'il devient nécessaire d'assurer l'ensemble des partis de notre volonté commune d'atteindre la paix, et d'assurer l'ensemble des partis de notre soutien à une telle cause.